

La question de Chelsea Manning

Par Sihame FATTAH
CFS asbl

Bradley/Chelsea Manning s'est fait mondialement connaître suite à la divulgation, sur WikiLeaks en 2010, de plus de 700.000 documents américains classifiés ou sensibles. Ces documents révèlent des faits constitutifs de crimes de guerre et d'infractions graves aux droits de l'homme et au droit international. Entre le secret d'Etat et l'intérêt général, quelle mise en balance des intérêts est possible et quelle légitimité peut porter le geste de Manning ?



Pour citer ce document : FATTAH Sihame, « La question de Chelsea Manning », CFS asbl, 2016

URL : http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2016_la_question_de_chelsea_manning.pdf

Avec le soutien de :



La question de Chelsea Manning

Par Sihame FATTAH
CFS asbl

« Le drapeau va au paysage immonde, et notre patois étouffe le tambour.
« Aux centres nous alimenterons la plus cynique prostitution. Nous
massacrerons les révoltes logiques.
« Aux pays poivrés et détrempés ! – au service des plus monstrueuses
exploitations industrielles ou militaires.
« Au revoir ici, n'importe où. Conscrits du bon vouloir, nous aurons la
philosophie féroce ; ignorants pour la science, roués pour le confort ; la
crevaison pour le monde qui va. C'est la vraie marche. En avant, route ! »

Arthur Rimbaud, *Démocratie* (Illuminations)

Depuis quelques années des lanceurs d'alerte ont entamé un travail de divulgation d'informations sensibles afin d'interpeller le grand public sur des problématiques ou des activités dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leur travail et qu'ils jugent soit illégales soit immorales mais en tous cas dignes d'être débattues par les citoyens.

Bradley Manning s'est fait connaître suite à la divulgation sur WikiLeaks de plus de 700.000 documents confidentiels du gouvernement américain qui s'est achevée le 27 mai 2010 par son arrestation. Manning, analyste au sein de l'armée américaine, avait alors 23 ans. Les inculpations se fondaient sur les violations de la loi sur l'espionnage et du règlement militaire, comprenant également l'inculpation de collusion avec l'ennemi (Al-Qaïda en l'occurrence), punissable de la peine de mort. De cette dernière, il fut reconnu non-coupable mais sera condamné le 21 août 2013 pour les 20 des 22 inculpations retenues à 35 ans de prison. Le lendemain, Bradley Manning, qui était homosexuel, se déclare transgenre et entame des démarches pour changer d'identité. Il/elle répond désormais du nom de Chelsea Manning que nous allons retenir

pour la suite de cette analyse¹. Manning est l'auteure de la plus grande fuite d'information militaire que l'histoire américaine ait connue. Son travail n'a pas fini de faire sentir ses effets six ans plus tard et continue à faire des émules. De plus, loin de se limiter à la politique interne des États-Unis, les révélations de Manning ont eu un impact important sur la politique internationale et sur la conscience des citoyens du monde entier par rapport aux décisions qui étaient prises en leur nom et à leur insu. Partant, quelle est la portée légale et morale du geste de Manning ? Autrement dit, y-a-t-il un intérêt général qui pourrait justifier la violation du secret d'État ? Et s'il n'existe pas, ne serait-il pas temps de l'inventer ?

Pour répondre à la question, cette analyse propose de revenir sur l'évènement et le personnage qui ont probablement le plus marqué notre rapport à la démocratie depuis le début de notre décennie.

1 Sur son coming out, voir son interview: "Amnesty International UK / Podcasts. In Their Own Words: Chelsea Manning", <https://www.amnesty.org.uk/podcast-in-their-own-words-chelsea-manning-michelle-hendley>. Adam B. Lerner, "Court rules for Manning in gender pronoun fight", *Politico*, 3 mai 2015: <http://www.politico.com/story/2015/03/court-rules-for-manning-in-gender-pronoun-fight-115805#ixzz4BqXUyh0F>

La fuite des secrets d'État

A partir des aveux de Manning, on pourrait classer les fuites de Manning en quatre catégories. Il y eut d'abord les *Journaux de guerre d'Irak et d'Afghanistan* qui comprenaient 482.832 rapports militaires. Il y était révélé entre autres que contrairement à ce que les gouvernements de Bush et d'Obama avaient affirmé, il y a eu un décompte officiel des civils tués en Irak et en Afghanistan et que ce nombre était en réalité bien plus élevé que ce qui était estimé. Dans les documents secrets, on voit en effet qu'entre 2004 et 2009, le gouvernement américain avait comptabilisé 109.000 morts en Irak, dont 66.081 classés comme « non-combattants », c'est-à-dire des civils. On apprend aussi l'existence d'une circulaire militaire de 2004, « Frago 242 », qui interdisait aux militaires américains sur place d'enquêter sur les plaintes de torture contre le gouvernement irakien. Enfin, en Afghanistan, on découvre aussi l'implication de DynCorp (société militaire privée américaine sous contrat avec le gouvernement américain pour la formation de la police afghane) dans le commerce sexuel d'enfants afghans à l'occasion d'une fête organisée pour ses nouvelles recrues².

Vient ensuite en avril 2010 la diffusion de la vidéo « *Meurtre collatéral* »³ qui montre un raid aérien à Bagdad engagé dans un véritable massacre de douze civils, dont deux journalistes de l'agence Reuters, et deux enfants grièvement blessés. Plus que les images (dont Manning dira qu'elles constituent du « porno guerrier » classique) c'est surtout les mots échangés par les soldats qui la choquent, leur « soif de sang »⁴, leur

cynisme à la découverte des enfants blessés et le peu de valeur accordée à la vie humaine⁵. Manning explique aussi que l'accès à la vidéo « Meurtre collatéral » avait été demandé plusieurs fois par l'agence Reuters afin de mettre la lumière sur la mort de ses deux journalistes mais cela lui aura été refusé sous prétexte qu'elle *pourrait* ne plus exister⁶.

La troisième catégorie de documents secrets divulgués par Manning provenait de l'administration judiciaire militaire américaine à propos des détenus de *Guantanamo*. Il y était révélé la détention arbitraire et indéfinie d'individus qu'elle *savait* innocents ainsi que certains détails sur leurs conditions de détention.

La quatrième et dernière catégorie de documents divulgués par Manning est constituée des fameux *câbles diplomatiques* qui rassemblent « 243.270 dépêches diplomatiques envoyées au siège du département d'État des États-Unis à Washington, et 8.017 directives envoyées aux missions diplomatiques américaines de par le monde, soit un total de 251.287 télégrammes »⁷. Trois dépêches diplomatiques peuvent rendre compte de l'intérêt et de la diversité de ces communications pour illustrer le pouvoir d'influence que peut atteindre les États-Unis dans le reste du monde. Les voici résumés.

<Espagne – Madrid> Concernant le centre de détention de Guantanamo, une ONG espagnole avait déposé plainte contre six hauts responsables de l'administration Bush pour avoir légalisé l'usage de la torture sur des terroristes présumés. Par les câbles diplomatiques datant du 1^{er} et 17 avril 2009⁸ on apprend que le procureur espagnol, qui estimait le dossier assez solide, avertit en privé l'ambassade américaine qu'il devra à son grand regret

2 Jon Boone, "Foreign contractors hired Afghan 'dancing boys', WikiLeaks cable reveals", *The Guardian*, 2 décembre 2010: <https://www.theguardian.com/world/2010/dec/02/foreign-contractors-hired-dancing-boys>.

3 L'attaque a eu lieu le 12 juillet 2007 et WikiLeaks divulgua la vidéo le 5 avril 2010, elle est disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=5rXPrfnU3G0>

4 *Statement in Support of Providence Inquiry – U.S. v. Private First Class Bradley E. Manning*, 29 janvier 2013, point 8.f: « The most alarming aspect of the video to me, however, was the seemingly delightful bloodlust they appeared to have. The dehumanized the individuals they were engaging and seemed to not value human life by referring to them as quote "dead bastards" unquote and congratulating each other on the ability to kill in large numbers. »

5 *Ibid.*, point 8.f à i. Manning raconte que dans la vidéo, un des soldats demandait verbalement à une des personnes blessées de ramasser une arme pour ainsi pouvoir lui tirer dessus, « for me, this seems similar to a child torturing ants with a magnifying glass ».

6 *Ibid.*, point 8.d.

7 Wikipedia « Révélations de télégrammes de la diplomatie américaine par WikiLeaks », https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9v%C3%A9lations_de_t%C3%A9l%C3%A9grammes_de_la_diplomatie_am%C3%A9ricaine_par_WikiLeaks

8 Les câbles en question du 1^{er} et 17 avril 2009 voir : https://wikileaks.org/plusd/cables/09MADRID346_a.html et https://wikileaks.org/plusd/cables/09MADRID392_a.html

ouvrir l'enquête et qu'il s'opposera à la nomination du juge d'instruction Baltasar Garzon (qui avait ouvertement critiqué les prisons de Guantanamo) pour instruire l'affaire. Pour finir, le Procureur général de Madrid s'est publiquement prononcé contre l'ouverture de l'enquête car « s'il s'agit d'enquêter sur le crime de mauvais traitement à un prisonnier de guerre, il s'agit alors de poursuivre ceux qui y ont eu physiquement recours »⁹.

<Haïti – Port-au-Prince> Par une communication de l'ambassade américaine située à Port-au-Prince vers Washington datant du 15 juillet 2009 on apprend entre autres que la délégation américaine postée à Haïti a durant 20 mois surveillé de près la proposition parlementaire de juin 2009 d'augmenter le niveau du salaire minimum en Haïti qui serait passé de 1,75\$ par jour à 5\$ par jour de huit heures. Malgré son adoption à l'unanimité par le Sénat et à l'écrasante majorité par la Chambre des députés, le Président haïtien de l'époque, René Prével, bloqua la réforme tant décriée par les propriétaires des usines textiles (Hanes et Levi's en particulier)¹⁰. Avec Bill Clinton à ses côtés, Prével fera un discours en juillet 2009 qui justifiera ce blocage en faisant appel aux intérêts de la nation qui doivent prévaloir sur ceux des travailleurs¹¹.

<Islande – Reykjavik> C'est le nom du câble diplomatique datant du 13 janvier 2010 divulgué par Manning lui-même. Le câble révélait que l'Islande demandait (en vain) l'aide des États-Unis contre le harcèlement dont elle faisait l'objet par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Ces pays lui exigeaient un plan de remboursement des dettes de la banque *Icesave* tombée en faillite avec la crise des *subprimes* qui obligeait les Islandais de payer 100€ par mois pendant 8 ans¹². Rappelons qu'à la suite du référendum islandais qui rejetait ce plan, le Royaume-Uni a fait appel à la loi anti-terroriste pour geler les avoirs islandais.

Après avoir essayé en vain de communiquer ces

9 « Guantanamo: pas d'enquête de Madrid », *Le Figaro*, 16 avril 2009. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/04/16/01011-20090416FILWWW00386-guantanamo-pas-d-enquete-de-madrid.php>

10 Dan Coughlin et Kim Ives, « Wikileaks révèle: États-Unis contre le salaire minimum en Haïti! », *Haïti Liberté*, Vol. 4 No. 47, du 8 au 14 Juin 2011, p.4 et 15. [http://www.haiti-liberte.com/archives/volume447/Haiti Liberte Juin 8 2011 w eb.pdf](http://www.haiti-liberte.com/archives/volume447/Haiti_Liberte_Juin_8_2011_w eb.pdf)

11 Voir la câble diplomatique du 15 juillet 2009 rédigé par le chargé d'affaires de l'ambassade américaine. https://wikileaks.org/plusd/cables/09PORTAUPRINCE642_a.html

12 Stéphane Kovacs, « Les Islandais rejettent l'accord Icesave », *Le Figaro*, 7 mars 2010 : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/03/08/01003-20100308ARTFIG00013-les-islandais-rejettent-l-accord-icesave-.php>

documents sensibles au *New York Times* et au *Washington Post*, elle se décida à les soumettre début de l'année 2010 à la plateforme en ligne WikiLeaks.org¹³. Créé en 2006, Wikileaks est un site internet qui s'est spécialisé dans la divulgation de secrets d'intérêt public avec une technologie informatique qui garantit l'anonymat des sources qui veulent lancer l'alerte. Cela les protège ainsi des représailles de l'organisme dont elles entendent dénoncer les pratiques.

Manning a commis l'erreur de se confier à un autre hacker, Adrian Lamo, qui lui avait pourtant promis la confidentialité en se faisant passer pour un journaliste et un pasteur. Il dénonce Manning aux autorités américaines par peur, disait-il, que ces révélations ne mettent des vies en danger¹⁴. Au procès de Manning, A. Lamo sera interrogé tant par la défense que par l'accusation. Tandis que cette dernière ne semble intéressée que par une seule question : est-ce que Manning connaissait le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, la défense parviendra à lui faire confirmer les motivations de Manning dans son espoir que « *les gens changeraient réellement s'ils voyaient les informations* » mais déjà avec ce doute qu'(il) pourrait bien être « *jeune, naïf et stupide* »¹⁵.

Traîtresse ou héroïne ?

Chelsea avait 20 ans lorsqu'elle s'était engagée dans l'armée des États-Unis en 2007, convaincue à l'époque des nobles intentions de son pays de renverser le gouvernement irakien mais aussi motivée par la possibilité qu'offre l'armée de recevoir une bourse pour poursuivre des études universitaires¹⁶. Très vite, elle est assignée au

13 Statement in Support of Providence Inquiry – U.S. v. Private First Class Bradley E. Manning, 29 janvier 2013, *op.cit.*, point 6.r.

14 Evan Hansen, "Manning-Lamo Chat Logs Revealed", *Wired*, 13 juillet 2011. <https://www.wired.com/2011/07/manning-lamo-logs>

15 Ed Pilkington, « Au procès de Bradley Manning, Adrian Lamo raconte ses six jours de discussions avec l'accusé », *The Guardian*, 13 juin 2013, traduction par *Le Grand Soir*, <http://www.legrandsoir.info/au-proces-de-bradley-manning-adrian-lamo-raconte-ses-six-jours-de-discussions-avec-l-accuse-the-guardian.html>

16 Esther Addley, "Bradley Manning: the angry young man who turned whistleblower", *The Guardian*, 13 juillet 2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/jul/30/bradley-manning-angry-young-man>

poste d'analyste militaire qui consistait à récolter les renseignements sur les terrains de combat, de les classer, les sauvegarder et éventuellement les communiquer au commandement en charge. Une fois déployée sur le terrain, à Bagdad, elle comprit avec effroi que la réalité ne correspondait pas aux apparences qui étaient présentées au grand public. C'est alors qu'elle décida de faire savoir au monde cette réalité.

Depuis son arrestation, il n'y eut plus aucun témoignage public de Manning elle-même et son procès se déroula dans le huis clos militaire¹⁷. Grâce à certaines fuites, un enregistrement audio de sa déclaration lors de l'audience préliminaire a circulé sur la toile et dans lequel on peut entendre sa voix fluette et déterminée expliquer ce qui a motivé son geste¹⁸. L'idée était très claire : rendre compte de la réalité qu'elle vivait sur le terrain afin de « déclencher un débat national sur le rôle des militaires et de la politique étrangère en général, mais aussi en particulier en ce qui concerne l'Irak et l'Afghanistan ».

Il n'est pas sûr que ce débat national tant voulu sur la politique étrangère américaine ait eu lieu (le retrait de l'armée américaine d'Irak était décidé pour décembre 2011) et la question a très vite été déplacée au profit d'un autre débat, à savoir si on avait affaire à un traître ou à un héros. Le procureur plaida devant la cour martiale que Manning n'était pas un lanceur d'alerte, mais un

traître¹⁹. Cela aura eu pour effet d'occulter pour un temps la question politique (la responsabilité pénale et politique du gouvernement américain dans ses politiques de guerre) au profit d'une question morale (est-ce un chevalier blanc ou un pirate). Avec lucidité, Manning dira : « ce qui me semblait particulièrement ridicule, c'était d'être présentée comme un traître par les représentants de l'accusation. Je les avais vus en dehors du tribunal pendant au moins 100 jours avant et pendant le procès, et j'avais réussi à bien saisir qui ils étaient en tant que personnes. Je suis à peu près certaine qu'ils ont tout aussi bien saisi qui j'étais en tant que personne. Je reste convaincue que même les avocats dont la plaidoirie étayait l'accusation de trahison ne croyaient pas un mot de ce qu'ils disaient. »²⁰

Et pour cause, Manning n'a pas vendu les informations et ne les a pas divulguées à « l'ennemi » (à moins de penser que les citoyens américains constituent un ennemi du gouvernement). Elle fut témoin de crimes commis par son armée et décida en tant que citoyenne que ces informations étaient importantes pour le bien commun. Ce qui semble parfaitement correspondre à la figure du lanceur d'alerte.

Le prix de la vérité

Un fois arrêtée le 27 mai 2010, Manning a été retenue dans une cellule militaire au Koweït pendant plus d'un mois. Elle fut ensuite transférée dans une prison militaire aux États-Unis où elle resta plus de trois ans en attendant son procès dans une cellule de 2 m². Durant ces trois ans, elle passa 11 mois soumise à un isolement carcéral maximum (23 heures)²¹, sans interaction sociale

17 Selon la journaliste Alexa O'Brien (dont le site est régulièrement piraté) "United States v. Pfc. Manning was conducted in de facto secrecy. The public was not granted contemporaneous access to court filings or rulings during her trial. In addition to reporting on her trial, I transcribed the proceedings, reconstructed the censored appellate list, and un-redacted any publicly available documentation, in order to foster public comprehension of her unprecedented trial": <http://alexaobrien.com/manning/official-record-of-trial-text-searchable-manning>.

18 Pour une retranscription officielle voir: *Statement in Support of Providence Inquiry – U.S. v. Private First Class Bradley E. Manning*, 29 janvier 2013: https://docs.google.com/file/d/0B_zC44SBaZPoQmJUURBUncUk/edit?pref=2&pli=1. Pour une retranscription non-officielle faite par la journaliste Alexa O'Brien avec l'enregistrement audio: *US v Pfc. Manning, Pfc. Manning's Statement for the Providence Inquiry*, 28 février 2013, <http://alexaobrien.com/archives/985>. Pour une traduction en français: <https://reflets.info/declaration-du-pfc-bradley-e-manning-devant-la-commission-denquete-preparatoire>

19 Chelsea J. Carte, "Bradley Manning: Whistle-blower or traitor? He awaits judge's verdict", *CNN*, 29 juillet 2013, <http://edition.cnn.com/2013/07/28/us/bradley-manning-case/>

20 Interview de Chelsea Manning par Amnesty International France, 10 décembre 2014, <http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Liberte-expression/Actualites/Interview-de-Chelsea-Manning-le-lanceur-alerte-de-wikileaks-13515>.

21 Juan E. Méndez, *Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment – Addendum*, UN Human Rights Council, A/HRC/19/61/Add.4, 29 février 2012, http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2012/03/12/A_HRC_19_61_Add.4_EFSonly-2.pdf

hormis un premier avocat spécial fourni par l'armée, sans accès à la lumière du jour, sans ses lunettes de vue et la plupart du temps dans la nudité (soi-disant pour empêcher un éventuel suicide)²². Le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur la torture des Nations Unies, M. Juan Méndez, a considéré que les conditions de détention de Manning étaient *en violation de son droit à l'intégrité physique et psychologique et à la présomption d'innocence*²³.

Manning a été condamnée le 21 août 2013 à 35 ans de prison qu'elle devra purger dans une prison militaire de haute sécurité, avec toutes les restrictions de communications que cela implique. Cette condamnation intervient malgré l'échec des procureurs à démontrer le dommage réel causé aux États-Unis par la divulgation d'informations qui, somme toute, soit n'étaient pas classées secret soit l'étaient et méritaient selon elle d'être connues du grand public. Les seuls à avoir été mis en cause dans cette affaire sont les ministères américains des Affaires étrangères et de la Défense et ce dernier a même affirmé que la révélation des câbles diplomatiques ont eu un impact « *assez modeste* »²⁴.

Dans sa demande de grâce adressée à Barack Obama le 22 août 2013, au lendemain de sa condamnation, Manning lui fait savoir que si sa demande est rejetée, elle purgera sa peine « *en sachant qu'il faut parfois payer un lourd tribut pour vivre dans une société libre* ». Il reprend ensuite

deux citations de deux personnages américains importants qu'elle s'approprie en les adaptant à sa situation. Elle fait d'abord référence à Howard Zinn (célèbre historien et politologue de l'Université de Boston) qui dit qu'« *il n'y a aucun drapeau assez grand pour couvrir la honte de tuer des innocents* »²⁵. Ce faisant, Manning nous signifie que pour elle aucun but ne peut justifier le massacre d'innocents.

Elle conclut sa lettre à Obama avec une autre citation réarrangée en faisant référence au célèbre discours de Gettysburg d'Abraham Lincoln prononcé en 1863. Manning reprend un bout de ce discours dans sa conclusion en disant qu'elle paiera volontiers le prix de sa liberté si cela signifie avoir un pays véritablement « *conçu dans la liberté et vouée à la thèse selon laquelle tou.te.s les femmes et les hommes sont créés égaux* ». Elle intègre ainsi la dimension de genre dans le discours le plus connu des Américains.

Pourquoi changer le monde ?

À la création du site, l'équipe de WikiLeaks s'attendait à recevoir des fuites de renseignements provenant massivement des pays à mauvaise réputation tels la Russie ou la Chine. L'une des figures importantes du site, Sarah Harrison, raconte que lorsqu'ils se sont rendu compte que les fuites provenaient pour la plupart des régimes dits démocratiques, ils en ont déduit que, plus que le degré d'oppression, ce qui détermine le passage à l'acte du lanceur d'alerte c'est le dépassement du seuil de tolérance à l'hypocrisie²⁶.

Manning, qui avait 23 ans au moment des faits, n'a fait ça ni pour l'argent ni par vengeance ni dans la volonté de porter atteinte aux États-Unis. Elle dit l'avoir fait *par amour de son pays et par le sens du devoir envers les autres*²⁷.

22 Chelsea E Manning, "Solitary confinement is 'no touch' torture, and it must be abolished", *The Guardian*, 2 mai 2016: "For 17 hours a day, I sat directly in front of at least two Marine Corps guards seated behind a one-way mirror. I was not allowed to lay down. I was not allowed to lean my back against the cell wall. I was not allowed to exercise. Sometimes, to keep from going crazy, I would stand up, walk around, or dance, as "dancing" was not considered exercise by the Marine Corps". <https://www.theguardian.com/world/commentisfree/2016/may/02/solitary-confinement-is-solitary-confinement-is-torture-6x9-cells-chelsea-manningno-touch-torture-and-it-must-be-abolished>

23 Ed Pilkington "Bradley Manning's treatment was cruel and inhuman, UN torture chief rules", *The Guardian*, 12 mars 2012: <https://www.theguardian.com/world/2012/mar/12/bradley-manning-cruel-inhuman-treatment-un>

24 Elisabeth Bumiller, "Gates on Leaks, Wiki and Otherwise", 13 novembre 2010, http://thecaucus.blogs.nytimes.com/2010/11/30/gates-on-leaks-wiki-and-otherwise/?_r=0

25 PVT Manning's application for presidential pardon: <http://pardon.privatemanning.org/pardonrequest>

26 Intervention de Sarah Harrison au Séminaire « L'art de la fuite » du 30 mai 2016 à l'Université Libre de Bruxelles, <http://droit-public.ulb.ac.be/lart-de-la-fuite-les-coulisses-de-laffaire-assange/>

27 PVT Manning's application for presidential pardon: <http://pardon.privatemanning.org/pardonrequest>

Pour chaque divulgation, Manning rapporte le contexte et les motifs circonstanciés qui l'ont menée à agir et qui mettent face à face les contradictions sociales dans lesquelles elle se retrouve et les dissonances cognitives (ou injonctions paradoxales) qu'elle doit gérer au fil des jours.

Pour les *Journaux de guerre*, elle explique qu'elle sentait que son pays prenait des grands risques en faveur de gens qui semblaient réticents à coopérer avec eux, générant de la haine et de la frustration réciproque²⁸. Elle reprochait aux autorités américaines de mener des missions à court terme sans en assumer les effets secondaires et tertiaires. Pour Manning, la vie est précieuse mais « en Irak, en 2009–2010, la vie ne valait pas grand-chose. Il m'était devenu insupportable de voir le nombre de personnes qui souffraient et qui mouraient et de constater l'indifférence que tous ceux qui m'entouraient, y compris les Irakiens eux-mêmes, avaient appris à éprouver. Cela a vraiment changé ma façon de voir la vie, et j'ai pris conscience que même si dénoncer les injustices engendre des risques, ils valent la peine d'être courus. Ensuite, dans la vie, on a rarement l'occasion de pouvoir faire effectivement changer les choses. De temps à autre, on peut se trouver face à un choix important. A-t-on vraiment envie de se retrouver, 10 ou 20 ans plus tard, à se demander ce qu'on aurait pu faire de plus ? Je ne voulais pas que ce genre de questions me hante. »²⁹

Concernant la vidéo « *Meurtre collatéral* », qui contient des flagrants crimes de guerre, Manning se rend compte que ses supérieurs n'ont aucunement l'intention d'en faire état et avaient même considéré que les soldats impliqués avaient agi en respectant « les règles d'engagement » (directives régissant l'emploi de la force armée par les soldats dans un théâtre d'opérations). Elle se voit suggérer de laisser tomber l'affaire. Elle est

ensuite atterrée par la découverte qu'un journaliste du *Washington Post*, récompensé par un Pulitzer, avait déjà eu accès à la vidéo et en avait fait un rapport tronqué.

Se fondant sur la promesse de son président Barack Obama de fermer le site de *Guantanamo* qui « affaiblit l'autorité morale des États-Unis », Manning pensera que les mémos d'évaluation des détenus de Guantanamo sur lesquels elle était tombée constitueront un argument de taille pour faire aboutir cette promesse.

Enfin pour les *câbles diplomatiques*, Manning explique que ce sont les seuls documents qu'elle eut des hésitations à divulguer vu le dommage potentiel qu'ils pouvaient causer à la réputation de son pays. Elle jugea que n'étant pas classés « secrets » pour la plupart, ces documents certes embarrassants, seraient la preuve qu'une diplomatie transparente telle que préconisée par l'ex-président Wilson dans ses « quatorze points » pour mettre fin à la Première Guerre mondiale, était seule garante d'un monde plus paisible.

On remarque que Manning renvoie habilement ses adversaires à leurs fondamentaux en soulignant leurs contradictions. Elle refuse les *illusions collectives* qui tiennent en otage un monde qu'elle perçoit de plus en plus malheureux.

Quelle est la question ?

Plus qu'un message politique, il semble que Manning ait essayé à sa manière de nous adresser un message personnel, authentique sur le monde et sur la liberté. Elle n'a cessé de répéter qu'elle avait juste essayé d'être elle-même, sur tous les fronts. Et c'est ce qu'elle fit en 2013, l'année de tous ses *coming out* où elle s'est émancipée du regard des autres, du poids des mensonges et des dilemmes éthiques immoraux que sa fonction lui avait imposés.

À un moment de son procès Manning pose cette question : « Comment diable ai-je pu croire qu'en tant qu'analyste junior je pouvais changer le monde en mieux à l'encontre des décisions prises

28 *Statement in Support of Providence Inquiry – U.S. v. Private First Class Bradley E. Manning*, 29 janvier 2013, *op.cit.*, points 6.h à j.

29 Interview de Chelsea Manning par Amnesty International France, 10 décembre 2014, <http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Liberte-expression/Actualites/Interview-de-Chelsea-Manning-le-lanceur-alerte-de-wikileaks-13515>

par les autorités désignées ? »³⁰.

Cette question en apparence accessoire fonde le positionnement politique de tout lanceur d'alerte qui s'interroge sur sa propre légitimité à soulever une question d'intérêt général qu'il juge suffisamment grave pour violer l'obligation (militaire) du secret d'État. Cette question dessine en réalité de nombreuses pistes de réflexion à cet égard.

- « *comment ai-je pu croire ?* ». C'est la grande question posée *a posteriori* qui pose le délicat problème de la frontière qui sépare la crédulité de la présomption civile de bonne foi (qu'on appelle parfois péjorativement la naïveté). Quel degré de 'savoir' (politique, stratégique et tactique) faut-il atteindre pour lancer l'alerte ? Avait-il le droit de divulguer ces informations ? Sinon, ne serait-il pas temps de consacrer ce droit et ses modalités qui permettraient de répartir le poids de cette trop lourde mise en balance des intérêts ?
- « *un junior analyste* ». Le sentiment de révolte est trop souvent associé à la jeunesse, comme si le désenchantement n'était pas lié à une résignation consentie qui peut se produire à tout âge. Quelles sont les conditions de maturité pour se forger une conviction ?
- « *le monde en mieux* ». Le dilemme de toutes les révoltes menées à leurs aboutissements est la probabilité incertaine de voir la situation s'empirer. Qui aujourd'hui a le droit de faire cette évaluation et en a-t-il l'exclusivité ? Que faire des risques et regrets éventuels ?
- « *les autorités désignées* ». Lorsque les autorités désignées n'ont pas de pouvoir réel elles se retrouvent complices des méfaits commis par d'autres. Quels sont moyens pour évaluer, contrôler et le cas échéant, retirer la

légitimité à ces autorités ?

- « *les décisions* » prises par ces autorités ne répondent pas toujours aux objectifs que les autorités se sont elles-mêmes assignées. À quels intérêts affichés et à quels intérêts occultés correspondent-elles ? En cas de disproportionnalité flagrante, y-a-il une procédure qui autorise sa remise en question par un débat démocratique ?

En réalité, Manning a déjà changé le monde et il appartient à chacun de se saisir de sa question qui n'est en rien naïve puisqu'elle questionne notre démocratie au cœur de ce qui la fonde : le savoir et le partage de ce savoir à partir duquel nous pouvons exercer une réelle citoyenneté et notre esprit critique. Sa condamnation à une si lourde peine est très certainement un recul du droit des citoyens à l'information et à la protection des lanceurs d'alerte. Il nous faudra concentrer nos efforts sur ce terrain de lutte que constitue la défense des lanceurs d'alerte des graves dysfonctionnements des autorités publiques qui ne semblent pas prêts de s'arrêter et qui pourtant sont en train de donner un nouveau souffle à nos démocraties.



30 Traduction libre à partir de la retranscription de *US v Pfc. Manning, Pfc. Manning's Unsworn Statement during Sentencing Trial*, 14 août 2013: "How on earth could I, a junior analyst, possibly believe I could change the world for the better over the decisions of those with the proper authority?" <http://alexaobrien.com/archives/1133>

